

ALORS QUE LES PATRONS PRIVÉS ONT DÉPLORÉ LA LFC 2009

Benbada, seul contre tous

Alors que le grand public désapprouve les dispositions prises dans le cadre de la loi de finances complémentaire pour 2009, le ministre de la Petite et Moyenne entreprise, Mustapha Benbada, défend l'indéfendable, en parlant d'exagération de la part des patrons privés.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Selon Benbada, parmi les patrons privés qui ont critiqué les mesures introduites par la LFC 2009, certains se sont rétractés et se disent favorables à 95 % aux dispositions de cette loi.

«J'ai moi-même appelé certains patrons qui ont indiqué qu'à 95 %, la loi de finances complémentaire pour 2009 arrange les entreprises nationales», a-t-il expliqué. Le ministre a-t-il contacté les mêmes patrons qui n'ont cessé de contester ces mesures ?

Dans ce cas, pourquoi ont-ils déclaré que la LFC 2009 sanctionnait les entreprises privées ?

Par ailleurs, Benbada dit que le patronat, lorsqu'il a signé le pacte social et économique, était d'accord sur le fait que le pouvoir public devait renforcer l'investissement national et protéger l'intérêt de l'économie et les entreprises nationales.

Le ministre affirme que le gouvernement n'a fait que traduire ces engagements dans le cadre de la loi de finances. «Je ne vois pas pourquoi le patronat ne serait pas d'accord ?» s'interroge-t-il.

Benbada estime qu'il ne s'agit là ni plus ni moins d'une fixation que font certains opérateurs.

Notamment concernant la remise du crédoc et l'interdiction de la procuration pour les opérations du commerce extérieur. «C'est une exagération», pense l'interlocuteur.

Ce dernier estime que le crédoc, qui touchera les crédits d'investissement et d'exploitation, a été mis en place pour encadrer de façon stricte certaines opérations commerciales et mettre fin au transfert informel de la devise nationale à l'étranger. «La plupart des importateurs transfèrent de la

devise à partir de fausses déclarations pour importer des produits périmés», a soutenu le confédéré.

Ce dernier a indiqué qu'il n'est plus question de laisser les réserves de changes fonctionner de la sorte, car l'Algérie n'est plus désormais dans l'aisance financière.

Cependant, le premier responsable de la PME a rassuré que si le gouvernement s'aperçoit qu'il a commis des erreurs, elles seront corrigées lors de la prochaine loi de finances.

Le gouvernement doute-t-il d'avance de l'inefficacité de ses lois ?

S. A.



Photo : Samir Sid

«Les erreurs seront corrigées».

Les mesures au profit des PME

La LFC 2009 a pris des mesures supplémentaires au profit des PME, jugées bénéfiques par le premier responsable de ce secteur.

Compte tenu des incompréhensions suscitées par la loi de finances complémentaire, les ministres se succèdent pour justifier les mesures décidées au profit de leurs secteurs respectifs.

Ainsi, Mustapha Benbada a animé une conférence de presse, hier, pour clarifier ce qui a été perçu comme zones d'ombre.

La LFC a donc apporté des allègements de la fiscalité en faveur notamment de la création d'emploi et de l'encouragement des PME.

Dans le cadre du soutien direct à l'emploi, la loi de

finances complémentaire prévoit notamment l'augmentation du niveau de garantie des crédits aux PME dont le plafond passera de 50 millions actuellement à 250 millions de dinars.

La CGCI-PME sera chargée des projets évalués entre 51 et 250 millions de dinars et le FGAR de ceux évalués entre 1 et 50 millions de dinars.

Il est prévu, également, une extension de trois (3) à cinq (5) années de la période d'exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) en faveur des investisseurs qui créent cent (100) emplois per-

manents dès le lancement de leur projet. La réduction complémentaire des charges patronales avec prise en charge par le budget de l'Etat du différentiel additionnel figure aussi parmi les mesures prises dans le cadre de la loi de finances pour 2009.

Ainsi, la contribution des entreprises dans les caisses de la sécurité sociale qui était de 34,5 % sera de 24,5 % pour les entreprises situées dans le nord du pays qui recrutent des demandeurs d'emploi, de 20,4 % dans les Hauts Plateaux et de 16,5 % dans le Sud.

S'agissant des mesures de soutien aux PME, cette loi consacre la création d'un fonds

d'investissement, dans chaque wilaya, chargé de participer au capital social des PME créées par les jeunes entrepreneurs, sachant que la dotation globale des 48 fonds est de 48 milliards de dinars.

La loi prévoit aussi l'assimilation à une garantie de l'Etat de la garantie accordée par le «Fonds de garantie des crédits aux PME» aux banques et aux établissements financiers pour couvrir les crédits d'investissement qu'ils accordent à ce type d'entreprise.

«Cela va donner confiance aux banques car l'Etat s'engage à rembourser les crédits en cas de sinistre», conclut le ministre de la PME.

Salima A.

MÉDICAMENT

La Pharmacie centrale passe à la production

Le docteur Mansouri Mohamed, directeur général de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), a annoncé, hier, la concrétisation d'un projet de production d'antibiotiques de dernière génération, dans le but de réduire la facture des importations. Pour sa phase production, la PCH lancera également en début d'année une unité spécialisée dans les gaz médicaux.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Un accord a été signé hier avec la société palestinienne de production de médicaments El-Qods, qui commercialise 300 produits dans le monde.

L'accord comprend la production d'antibiotiques de dernière génération, actuellement importés à grands frais par la Pharmacie centrale des hôpitaux, explique le docteur Mansouri.

La PCH cible aussi la production de gaz médicaux, produit fortement demandé au niveau des hôpitaux et utilisé notamment lors des interventions et pour la réanimation.

A cet effet, un partenariat sera bientôt concrétisé avec

une entreprise belge, selon le chargé de la communication auprès de la Pharmacie centrale des hôpitaux, M. Mohamed Nadjib.

Ce dernier précisera, par ailleurs, que la PCH dispose d'un stock de gaz de deux années, soit près de 1 200 tonnes.

Par ailleurs, l'unité de production est actuellement en cours de réalisation au siège de la PCH. Totalisant, selon son premier responsable, un chiffre d'affaires de 30 milliards de dinars, la PCH assure la disponibilité au profit des hôpitaux de 588 produits ou molécules.

Selon le cahier des charges, la PCH doit cependant favoriser la production locale. Le



Photo : Samir Sid

Des antibiotiques de dernière génération seront désormais produits par la PCH.

docteur Mansouri précisera, en outre, que la PCH se contente d'importer des médicaments en fonction des besoins exprimés par les hôpitaux et se refuse à faire des stocks de médicaments qui risquent de se pé-

mer. Concernant les tensions enregistrées sur certains produits, le premier responsable de la PCH imputera cette situation à la production de médicaments et au fait que certains laboratoires n'honorent

pas leurs engagements. Le directeur général de la PCH a, en outre, annoncé la mise à la disposition des citoyens et des différentes structures concernées d'un numéro vert, le 30 31, à partir de la prochaine rentrée sociale.

Des délégués médicaux qui sont chargés de faire la tournée des hôpitaux ont aussi été recrutés par la PCH qui a également réactivé sa cellule d'urgence.

Par ailleurs, l'enveloppe des importations de la PCH s'élève à 12 milliards de dinars et celle des fournisseurs locaux à 8 milliards.

Pour ce qui est du traitement destiné à la grippe A/H1N1, la PCH dispose de 6,5 millions de doses de Tamiflu et d'un million de doses de Saiflu fabriqués par Saïdal.

Le but étant d'arriver au double de ces doses dans les prochains mois.

F.-Z. B.